



Edito

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ?

Question qui amène des réponses qui peuvent être différentes, que l'on se positionne de façon individuelle ou collective, réaliste et pragmatique à l'inverse d'une réflexion de fond pour une réelle transformation de la société émancipatrice pour toutes et tous.

L'actualité sociale et économique, relayée par l'ensemble de la bourgeoisie et ses moyens, crée chez les salariés le sentiment de ne plus rien y comprendre, d'être, comme s'il fallait en rajouter, des spectateurs, des pantins, des individus jetables et transformables au gré des besoins de l'économie, du capital.

La violence patronale, les nombreuses grèves et manifestations pour éviter les licenciements dans les entreprises, la mise à l'écart des camarades qui veulent proposer des alternatives, la criminalisation systématique du syndicalisme CGT par le patronat et la majorité de la classe politique, agitent une espèce de chiffon rouge d'un syndicalisme archaïque, d'un autre temps, conservateur et rétrograde. Il faudrait changer de paradigme, s'adapter, accepter le bouleversement de la société au nom de la liberté d'entreprendre, de compétitivité intra-nation et internationale, de réalisme économique et de modèle social d'un autre temps dépassé et inadapté. Voilà ce qui est matraqué par les possédants, nos adversaires de classe.

Pour autant, la classe ouvrière dans son ensemble n'est pas dupe. Les citoyens de ce pays n'ont pas pour habitude, au regard de ce qu'ils vivent, de tout absorber sans réflexion, sans discernement. Et c'est ce qui inquiète les gouvernants et qui fait réagir certains médias. La preuve en est, j'ai été sollicité trois fois par une radio locale sur l'actualité tant nationale que locale.

Le patronat n'en a pas fini sur les remises en cause des conquits sociaux des salariés : la Loi Macron 2, en phase de finalisation, sera probablement le principal cadeau de fin d'année. Ce sera la consécration des revendications du patronat.

Le capital, qui met en place et défait les gouvernements successifs, suivant ses propres besoins, en a fini avec la social-démocratie.

Cela va probablement entraîner une déroutante électorale pour certains et résurgence tempo-

raire pour d'autres. Ceux qui n'ont comme seul but que d'en finir avec les droits des citoyens et qui veulent plus d'intégration européenne, a contrario du discours qu'ils assènent sur les plateaux télé (qui eux les promotionnent depuis Mitterrand avec le père, et maintenant la fille), se frottent les mains et les bulletins. Rendez-vous compte! Pas une seule affiche, pas un seul tract et le parti fasciste impérialiste serait le grand vainqueur des prochaines élections, comme ça d'un claquement de doigts, du fait du prince. Les salariés les plus démunis auraient trouvé une valeur refuge dans le vote qui exclut, par idéologie, les plus fragiles d'entre-nous. Le patronat a clairement choisi son camp, celui de la haine, de l'exclusion, de l'esclavage à grande échelle.

Face à ces défis qui sont devant nous, nous nous devons d'avoir une réponse sociale et économique à la hauteur de la situation et de porter l'espoir. Sommes-nous obligés d'attendre ou de proposer des actions pour une relance économique qui nous sortirait de la « crise de l'emploi » et des salaires, dans un système qui est fondamentalement contre ce qu'il ne possède pas ? Devons-nous attendre ou proposer « une transformation sociale » comme certains voudraient nous l'imposer en opposition à la transformation de la société ?

La première étant la doctrine sociale de l'Eglise (c'est comme ça), portée par la CFTC et surtout la CFDT tandis que la seconde est une analyse marxiste que véhicule le syndicalisme progressiste révolutionnaire. Ce n'est pas injurieux de dire ça, c'est faire référence à l'histoire.

Les statuts de la CGT sont clairs et son préambule affirme la double besogne : « *le syndicalisme est né de la double volonté des salariés de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société* ».

Cette période nous place devant la nécessité et la responsabilité de pousser encore plus loin nos revendications. Nous devons y travailler.

Sébastien Martineau
Secrétaire Général

Sommaire :

Editorial :

Dans quel monde vivons-nous ?	P. 1
Suite rapport d'ouverture AG du 10/09	P. 2-3
Actions retraités 1er et 16 octobre	P. 3
Indécosa : Communiqué de presse	P. 4
Indécosa : Locataires de Bourges Habitat	P. 5-6
Prise de parole 08/10	P. 7-8
Séance plénière au CESER du 12/10	P. 9-10
LSR 18 propose.....	P. 10



AGENDA

Stage

« NIVEAU 2 - 1ère Partie »
du 30 Novembre au 4 Décembre 2015
Inscrivez-vous auprès de l'UD.

.....
Journée d'étude
« Crise de l'Union Européenne :
Grèce, immigration, les réponses à apporter »

Le Lundi 14 Décembre 2015
à l'UL de Bourges - Bd Clemenceau

Pensez à vous inscrire auprès de l'UD !!!

Suite et fin du rapport d'ouverture à l'Assemblée Générale de Rentrée le 10 Septembre 2015 par Sébastien Martineau

... La réforme des collectivités, qui m'amène à faire la transition sur l'actualité locale, va, et nous l'avons déjà dit et écrit, segmentariser la société en créant des déserts industriels, médicaux, de services publics, d'accès aux soins, d'investissements publics, encore plus significatifs. La « négociation » PPCR (Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations) va créer la mobilité forcée et la déclassification de l'ensemble des fonctionnaires. Les camarades qui ont participé au Collectif Fonction Publique de mardi en diront un mot dans le débat.

Les baisses de dotations de l'Etat vers les collectivités locales vont entraîner de profonds changements dans les services rendus et aussi sur les fonctionnaires territoriaux. A Bourges, par exemple la réduction des horaires d'ouvertures des piscines, la fin de la gratuité des musées, la réduction de l'accueil périscolaire sont dus à la volonté politique de réduire l'offre sous couvert de dettes. Dans le département, les mêmes causes entraînent les mêmes effets : fin de la gratuité des transports scolaires, baisse des aides aux associations, chasse aux sorcières dans les services pour diminuer le nombre de fonctionnaires. Des rapprochements contre nature s'opèrent, ici où là, de Communautés de Communes afin d'approcher le seuil fatidique qui fera vivre, survivre des territoires ruraux. Là aussi les camarades pourront intervenir sur ce qu'ils vivent dans leurs collectivités.

La renégociation, donc la remise en cause du Guide du temps de travail à l'hôpital Jacques Cœur, les discussions sur les projets d'établissement dans l'ensemble des hôpitaux, les difficultés à avoir des candidats lors des élections professionnelles car les salariés ont peur de la répression, des salariés du commerce et de l'artisanat reçus au mois d'août, car ils étaient licenciés ou n'avaient pas leur salaire, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs années, voilà ce qui marque cette période.

Si nous regardons plus précisément ce qui se passe dans le département, nous pouvons constater une paupérisation de plus en plus grandissante, une désertification humaine du Sud du département, nous avons pu nous en rendre compte au mois d'août lorsque nous avons collé. Plus de travail, pas de services ou réduit à sa portion congrue donc plus de commerce et la boucle est bouclée.

Comment redynamiser notre département sachant

qu'il a beaucoup d'atouts industriels, agricoles, services etc... Mais cela paraît très compliqué au regard de ce que nous imposent la logique européenne et la concentration des capitaux et des moyens.

Pour imposer nos choix et nos exigences, nous devons expliquer, convaincre que d'autres solutions sont possibles et que nous devons nous sortir de ce cadre imposé qui est le capitalisme.

Pour pouvoir mettre en musique nos décisions, il ne suffit pas de se convaincre entre-nous, même si cela est nécessaire et le débat le plus large doit se tenir, mais il est nécessaire d'aborder les débats de fond, les débats de société dans nos syndicats avec nos syndiqués. C'est la condition pour que nos revendications soient comprises, débattues et portées. Pour cela, la qualité de vie syndicale, l'effort d'organisation dans l'ensemble de nos structures doivent être la priorité. Intégrer les camarades selon leur motivation, leur possibilité, leur disponibilité. Organiser nos réunions, notre déploiement, la syndicalisation doit être une priorité si nous voulons nous faire comprendre de toutes et de tous sur le « pourquoi » de la syndicalisation. Le rapport de forces ne se décrète pas, il se construit. Il faut bien se rendre compte que nous n'obtiendrons rien de progressiste par la négociation dans la période actuelle. Seul le renforcement de masse fera que nous serons écoutés, entendus. On ne discute pas de la même manière lorsqu'on est 680.000 que lorsqu'on est plusieurs millions et que la grève pourrait paralyser le pays. Regardons l'histoire et tirons-en les enseignements.

Lorsque nous voyons les chiffres, nous voyons la marge de manœuvre au regard des résultats professionnels dans les entreprises et la Fonction Publique. Lorsque nous faisons 30, 40, 50, 60 % des voix et que nous avons des syndicats compris entre 10 ou 20 camarades dans le meilleur des cas, un effectif salarié conséquent ou non, la syndicalisation doit être prise à bras le corps. Les secrétaires à l'organisation doivent suivre, organiser et aider les camarades.

Nous ne pouvons pas écarter aussi la répression dans les entreprises lorsque des salariés se syndiquent et qu'ils le disent, lorsqu'ils se présentent sur des listes CGT, lorsqu'ils sont élus ou désignés. Le patronat du Cher revendique et affirme que oui, la CGT n'est pas la bienvenue dans les boîtes, que c'est comme ça, dogmatique et inéluctable. Que c'est l'ennemi histori-

que et qu'eux ne font pas de lutte de classe. Le MEDEF se revendique comme la seule organisation patronale à fédérer l'ensemble des patrons, qu'ils soient petits ou gros, commerce et artisanat compris. Dans le département, la ville de Bourges voudrait récupérer la grande salle de la Maison des Syndicats pour y tenir des réunions le soir sous prétexte que c'est la plus grande salle de la ville. Si nous acceptons, ce sera la porte ouverte à la mise à disposition pour le reste de la journée.

La CGT a décidé une journée nationale d'action contre la discrimination et pour les libertés syndicales le 23 septembre. Une rencontre aura lieu en préfecture avec un rassemblement et un barbecue à 12 heures devant les grilles. Les Unions Locales de Vierzon et St-Florent organisent des rassemblements devant des entreprises ou collectivités.

Le 8 octobre, une journée nationale d'action à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires avec comme revendications, l'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux et le point d'indice. Nous organiserons des manifestations dans le département.

Cependant, le mot d'ordre n'est pas complet mais surtout insuffisant. Nous avons organisé le 9 avril un cahier revendicatif national qui doit être repris. On ne peut pas passer d'une journée contre l'austérité, contre la loi Macron à une autre. Les camarades demandaient une suite rapide qui n'est pas venue, puisque le 1^{er} mai et le 25 juin n'étaient pas là-dessus. Revendiquer la hausse des salaires, ça, nous sommes tous d'accord. Mais dissocier cette légitimité du reste des mesures gouvernementales n'a pas de sens. Il y a trop de saloperies patronales depuis déjà un moment pour que nous fassions comme avant, c'est-à-dire passer d'une revendication à une autre, d'une jour-

née par ci par là, en ne tenant compte que du calendrier législatif et politique. Y en a un peu marre !!

Comme je l'ai dit à l'assemblée de rentrée du CCN, nous ne pouvons plus nous permettre de manifester un jour pour les salaires, un autre contre l'austérité, encore un autre pour ceci, et le quatrième contre cela. Plus nous dissocions les mots d'ordre plus nous diluons les propositions. Nous devons travailler à un programme revendicatif, social et économique qui donne confiance et espoir aux salariés, au peuple. La même chose pour la journée du 1^{er} octobre pour les retraités et le 16 octobre sur les retraites complémentaires. Arrêtons de coller à ce gouvernement, à sa politique, aux revendications du patronat, aux injonctions de la Commission Européenne, à la CES et son accompagnement au capitalisme. Nous devons, nous premiers militants, pousser à ce que le 51^{ème} congrès, sa préparation soit digne d'une CGT de classe et de masse. Nous devons participer aux deux journées d'étude, en vue du congrès confédéral, sur les 120 ans de la CGT et les 70 ans de la Sécurité Sociale.

Pour finir et j'ai dû oublier plein de sujets dont je suis sûr que vous les aborderez, je tenais à citer un de nos anciens secrétaires généraux :

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte des classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs, que fut fondée la CGT. Or, la lutte des classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement ».

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ».

ACTIONS RETRAITÉS **des 1er et 16 Octobre 2015**

1er Octobre : *-Date de dépôt des « Cartes au Président »-* Une cinquantaine de retraités, à l'appel de l'USR 18, se sont regroupés à la Préfecture pour manifester leurs revendications en matière de montant des pensions, de prise en charge Sécurité Sociale, de fiscalité, etc... Une délégation a été reçue et a remis une attestation de collecte de 500 cartes. Ce même jour, 100.000 cartes étaient déposées à l'Élysée par l'UCR.

16 Octobre : *Jour de négociation sur les retraites complémentaires ARRCO-AGIRC.* Une soixantaine de retraités, et des actifs, se sont rassemblés à l'appel de l'USR 18 et de l'UD devant le siège du MEDEF (18). Une motion a été lue et des témoignages de retraités et d'actifs ont été recueillis au micro.

A noter que le MEDEF avait rejeté notre demande d'audience.

Nous avons depuis appris que « grâce » à la signature de la CFDT, CGC, CFTC, pour l'accord avec le MEDEF, un grand nombre de salariés devraient travailler un an de plus pour toucher une retraite complète.

On dit « merci qui ? »



Halte à la Duperie!

Près d'un million de consommateurs en France ont été abusés par le groupe VOLKSWAGEN en pensant investir dans une voiture propre.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble du secteur industriel de l'automobile qui se trouve impliqué par la tricherie de VOLKSWAGEN. La majorité des fabricants de voitures fourniraient des données techniques de leurs véhicules, qui seraient largement inférieures de 40 % par rapport à l'utilisation des voitures en situation réelle.

INDECOSA-CGT Exige :

- a. La mise en place de tests assurés directement par la DGCCRF en situation d'utilisation réelle des véhicules.
- b. Les émissions d'oxydes d'azote émis par les voitures diesel étant dangereuses pour la santé, la tricherie a donc des conséquences sanitaires directes sur la population. Par là-même, nous exigeons que les industriels tricheurs soient sanctionnés financièrement et que les amendes soient à la hauteur des préjudices subis par la population et soient versées intégralement à la Sécurité Sociale.
- c. Nous exigeons le remboursement des aides fiscales d'Etat pour l'achat de voitures propres, indûment perçues par les constructeurs.
- d. Nous exigeons l'interdiction de la mise en vente de voitures neuves ne correspondant pas aux normes.

Montreuil, le 2 octobre 2015

Contacts :

Martine SELLIER, Présidente INDECOSA-CGT : 06.83.30.47.98

Patrice BOUILLON Secrétaire National : 06.74.74.91.32



Vous êtes LOCATAIRES de BOURGES HABITAT

l'Association INDECOSA-CGT 18 s'adresse à vous

Fin juin, le Conseil d'Administration a décidé d'abandonner le projet de fusion entre l'OPH BOURGES HABITAT et la SA HLM Jacques Cœur Habitat.

Pour l'association des locataires INDECOSA-CGT 18, cette décision amorce un tournant décisif pour l'avenir du bailleur social BOURGES HABITAT, donc pour ses locataires actuels et futurs.

Nous sommes satisfaits de cette décision. Une des revendications de notre association nationale est le maintien et le développement du Service public du logement social, à Bourges comme partout en France.

Le logement n'est pas une marchandise, c'est un DROIT pour tous !!

Depuis 2010, année où les locataires ont élu des représentants INDECOSA-CGT 18 dans les Conseils d'Administration des organismes HLM, et plus particulièrement à l'OPH BOURGES HABITAT, **nous n'avons cessé d'exiger l'arrêt de la privatisation du logement social**, sous toutes ses formes (rapprochement avec la SA HLM Jacques Cœur Habitat, création du GIE (groupement d'intérêt économique), dispositif informatique commun, passage à la comptabilité commerciale, sous-traitance des travaux d'entretien aux entreprises privées ...); **d'exiger le maintien des effectifs salariés dans tous les services**, y compris pour les régies d'entretien; **de revendiquer le rétablissement des gardiens de proximité dans les quartiers**.

Souvent, nous nous sommes retrouvés bien seuls pour agir avec détermination auprès du gestionnaire (direction générale et présidence du CA) pour **faire valoir les intérêts des locataires et faire entendre leur voix**.

L'OPH BOURGES HABITAT reste dans le service public du logement social... Et maintenant ?

Pour que les choses soient claires, nous sommes satisfaits de cette décision, d'autant que nous y avons suffisamment œuvré, comme l'ont également fait, les personnels de l'office.

Mais les interrogations et les préoccupations sont grandes quant à la manière dont la Direction générale de **BOURGES HABITAT** va gouverner l'office et ses services.

Comment va-t-elle mettre en œuvre les orientations et les options résultant des décisions du Conseil d'Administration ? Et parmi celles-ci, point majeur pour **l'INDECOSA-CGT 18**, comment va-t-elle assurer et garantir durablement la qualité de service à tous les locataires de **BOURGES HABITAT** ?

En effet, pour notre association, la situation des locataires doit être radicalement améliorée. Nous l'avons sans cesse exprimé, encore récemment à l'occasion des dernières élections des locataires en décembre 2014. Nos élus interviennent régulièrement dans les instances où ils siègent. Ils accompagnent les habitants dans leurs démarches pour que soient prises en considération, par les services du bailleur, leurs demandes et surtout que soit assuré leur traitement. Ce qui est malheureusement loin d'être le cas !

Ces situations de locataires liées à la qualité de leur logement et à l'environnement de leur habitat sont un point crucial qui demande des dispositions concrètes et immédiates. En effet, il n'est plus acceptable de s'entendre dire et répéter que tels ou tels travaux, justifiés par ailleurs, ne peuvent être réalisés faute d'argent ! Mais alors, où vont les loyers et les charges des locataires régulièrement encaissés ?

L'INDECOSA-CGT 18 sera particulièrement vigilante quant aux mesures décidées par la Direction générale dans les domaines de **l'entretien**, de **l'hygiène**, des **réparations**, de la **maintenance des équipements**, de **l'aménagement du logement** (notamment pour les personnes à mobilité réduite ou handicapées) de son **environnement** qui contribuent au bien-être du locataire dans son habitat, mais aussi au « vivre ensemble » dans l'immeuble, le quartier.

Des inquiétudes et des questions qui nécessitent clarifications et engagements de BOURGES HABITAT...

Des inquiétudes et des questions de plusieurs natures :

- × **La situation financière critique de l'office** : il est endetté ; il a peu de trésorerie et de fonds propres. Il doit reconstituer un capital. Pour ce faire, le président du CA annonce la vente de logements, donc d'une partie de son patrimoine immobilier. Laquelle ? A qui ? Cette orientation est inquiétante, car elle impacte la capacité de l'office dans son rôle social (produire des logements sociaux accessibles) et pèse sur les recettes potentielles (moins de logements = moins de loyers = moins de recettes). Nous sommes favorables à une démarche d'accession à la propriété pour les locataires qui le désirent en veillant aux conditions et modalités de leur réalisation.
- × **L'important volume de logements vacants, non occupés**, qui représentent autant de recettes en moins, qui pénalisent le budget de l'office. Les causes sont identifiées, il faut donc agir sur celles-ci pour faire évoluer positivement la situation.
- × **La nécessaire remise à niveau d'une partie du patrimoine de BOURGES HABITAT**, non inscrit aux divers plans de réhabilitation passés et à venir. Avec une priorité cruciale la performance énergétique des logements (travaux d'isolation des bâtiments, mode de chauffage....) à inscrire dans les programmes des gros travaux de l'office. Cette mesure doit alléger en conséquence le poids de la facture énergétique (bien trop lourde) des foyers.
- × **Le manque de liens de proximité du bailleur avec les locataires**, des services au plus près des habitants et à leur écoute.
Avec les associations des locataires, leurs élus et représentant, **l'INDECOSA-CGT 18** demande que soit mieux organisée et développée la concertation locative, véritable « espace » de travail ensemble ! Le bailleur doit s'en donner les moyens.

UN APPEL aux habitants de BOURGES HABITAT Constituez des amicales de locataires !

BOURGES HABITAT, aujourd'hui, compte plus de 4 000 locataires répartis sur plusieurs quartiers de la ville. Qu'en sera-t-il demain ?

L'INDECOSA-CGT 18 - association de défense des locataires - ses élus et représentants dans les instances de l'office (CA, Commission d'Attribution des Logements, Conseil de Concertation Locative) poursuivront leur engagement et leur action pour faire prendre en compte les besoins des locataires et répondre à leurs demandes.

Ils étudieront attentivement les solutions préconisées par la Direction général de BOURGES HABITAT et, à chaque fois que cela sera nécessaire, ils porteront des propositions pour l'amélioration du cadre de vie des habitants, tant dans leur propre logement et dans leur bâtiment, que dans leur environnement au sein des quartiers.

Locataires, nous avons besoin de vous, de votre intervention au niveau de la cage d'escalier, du bâtiment, du groupe d'immeubles, du quartier pour intervenir et « peser » ensemble afin de faire aboutir vos demandes.

Pour cela, **INDECOSA-CGT 18** met en débat l'idée de s'organiser en amicales de locataires (elle existe déjà sur le quartier de l'Aéroport), à la dimension de l'immeuble ou de groupe d'immeubles, ce qui sera le plus approprié pour les habitants concernés et volontaires. Notre association apportera son concours à la mise en place et au fonctionnement de ce type de regroupement de locataires.

L'association INDECOSA-CGT 18 est à votre écoute, n'hésitez pas à la contacter.

INDECOSA-CGT 18 – 8 Place Malus – 18000 BOURGES
Tél : 02 48 50 00 32 – E.mail : indecosa-cgt18@orange.fr
Site Internet : www.ud18.cgt.fr / rubrique « consommation-cadre de vie »
Permanence chaque mardi de 14 h à 18 h à notre siège



Prise de Parole 8 Octobre 2015

par Sébastien MARTINEAU - Secrétaire Général UD-CGT du Cher

Cette journée nationale de grèves et de manifestations se tient dans une période extrêmement violente.

Que ce soit au plan international, avec l'entrée en guerre de la France, sans mandat de l'ONU, en Syrie entraînant une migration de masse des travailleurs et du peuple syrien. Au niveau national, des milliers de salariés sont éjectés des entreprises et des services pour des pseudo-prétextes économiques. Le dernier cas en date est l'annonce de 2.900 voire 5.000 licenciements à Air France. Pas un seul foyer n'a été épargné par les images d'une direction traversant et provoquant les manifestants. Le résultat de cette provocation ne pouvait pas en être autrement.

Pour autant, les commentaires des bien-pensants de l'information sont la criminalisation et la condamnation du mouvement des salariés qui n'auraient rien compris. On leur demande seulement de continuer de travailler plus pour gagner moins. Qui peut accepter un tel recul lorsqu'on connaît la faiblesse des salaires, quand on regarde le nombre de chômeurs et de précaires dans ce pays.

La violence d'aujourd'hui n'est pas le fait des salariés qui se battent pacifiquement pour leur travail, leur salaire, leur qualité de vie. Les maltraitants et les violents, nous les connaissons. L'ensemble du patronat, gros ou petit, n'a de cesse que de casser du salarié, du fonctionnaire.

Au niveau local, la direction de SNWM (sous-traitant automobile) a annoncé la fermeture prochaine du site de St-Florent qui compte encore 66 salariés. Là aussi, qui est violent ? Qui frappe sur les salariés ? Qui déchire les chemises, les bleus de travail ? Le Syndicat CGT mettra tout en œuvre pour maintenir, pérenniser et développer cette usine. Mais c'est l'affaire de toutes et tous, de toute la CGT. Nous devons aider et soutenir nos camarades, les salariés. Notre département est déjà bien trop désindustrialisé pour laisser seuls nos camarades dans la bataille. Chez Lisi Automobile, toujours à St-Florent, la direction, là aussi, a décidé de réorienter la production sur d'autres sites du groupe, ce qui entraîne la délocalisation, en Fran-

ce, de machines-outils et de fabrications. Là aussi le capital a décidé d'affaiblir le bassin d'emploi de St-Florent pour maintenir son taux de profit.

Les annonces de licenciements chez Deshoulières à Foëcy et chez Faurecia à Theillay risquent de plonger le bassin de Vierzon dans une zone de non-travail permanent.

La Fonction Publique n'est pas en reste de mauvais coups. La non-réouverture de la moitié des services de pneumologie et de gérontologie à l'hôpital Jacques Cœur, la diminution de l'offre de soins dans les soins de suite et de réadaptation qui entraîne la diminution de postes de soignants, impacte directement les usagers et les personnels. La Direction des Finances Publiques continue, sans relâche, la réorganisation des services entraînant des suppressions de postes.

L'annonce dans le journal local d'un rapprochement « fusion » entre les communautés d'agglomération de Bourges et de Vierzon laisse présager le pire pour les fonctionnaires territoriaux en matière d'emploi et de conditions de travail ainsi qu'un éloignement des prises de décisions et d'interventions des citoyens vis-à-vis de leur service public. C'est l'intégration complète de ces deux communautés d'agglomération à la réforme territoriale voulue par l'intégration dans l'Union Européenne et mise en place par ce gouvernement social-démocrate.

Les attaques contre le Code du Travail, le statut des fonctionnaires, les propos plus racistes et islamophobes les uns que les autres, sont les dernières attaques en date.

On voit bien dans ces annonces contre les droits qui protègent les travailleurs du privé comme du public, la continuité des mesures d'austérité décrétées conjointement entre les gouvernements successifs et la Commission Européenne, chaque année et avec effet immédiat.

Ce que veut le patronat, c'est le retour aux normes sociales du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire rien ou presque, instaurer une civilisation de devoir et sans aucun droit.

Ce qui s'est passé lors de la négociation sur les Parcours Professionnel des Carrières et des Rémunérations dans la Fonction Publique où la CGT s'est prononcée contre, alors que le gouvernement n'a pas obtenu de majorité pour lancer son processus de casse du statut de la Fonction Publique, Valls a annoncé dans la foulée qu'il le fera coûte que coûte. N'en doutons pas, il essaiera. Il se servira de la loi Macron 2 et du 49.3 pour imposer aux fonctionnaires l'austérité salariale, pour imposer aux salariés du privé, aux retraités et aux chômeurs, des baisses importantes des salaires, des pensions, des minima sociaux.

L'arrivée de réfugiés, sans se poser la question de savoir s'ils sont économiques ou politiques, car ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui fuient la guerre, l'oppression, la misère, la dictature ou peut-être plus simplement qu'ils aspirent à une vie meilleure, a mis en avant la vraie nature de certains dirigeants politiques qui se réclament républicains ou sociaux-démocrates.

L'Allemagne a fait de cet exode massif de travailleurs syriens, une opportunité sans précédent pour régler son problème de démographie tout en faisant une pression supplémentaire sur les salaires des travailleurs allemands. Les possédants français ne sont pas en reste puisque la ministre de la santé a annoncé que le cas des médecins syriens arrivant en France serait examiné avec la plus grande attention et dans

les plus brefs délais. Comment faire front à la désertification médicale d'un coup de cuillère à pot sans que cela ne coûte politiquement à ceux qui ont instauré la pénurie. Si ça, ce n'est pas de l'immigration choisie, alors il faut nous le dire.

Mais sur le fond, c'est bien de la guerre dont on parle. Guerre économique dans les pays dits « développés » entre l'ouest et l'est et guerre physique, qui est devenue concomitante avec la première dans le proche et Moyen-Orient. S'il y a guerre, il y a non-acceptation, rébellions et résistance. Alors oui, nous sommes toutes et tous des résistants. Sortons de l'OTAN, de l'Union Européenne.

Redevenons un peuple libre de ses choix, de ses orientations sociales pour l'émancipation des travailleurs et des citoyens. Ne nous laissons plus dicter quoi que ce soit par des instances supranationales dirigées par les capitalistes au service de leur propre intérêt.

Nous avons des propositions fortes qui peuvent changer les choses tout de suite mais aussi pour viser à un changement de société dans les plus brefs délais.

Nous travaillons à un programme revendicatif sur le modèle que certains ont pu mettre en avant dans des périodes passées où le monde du travail était occulté.

Patience, nous y arriverons. Nous connaissons un monde meilleur.

Cher(e) Camarade,

Pour celles et ceux qui ont participé à la journée d'action du 8 octobre à Bourges, vous avez pu remarquer que la sonorisation installée sur le camion a rencontré quelques problèmes techniques dès le départ et pendant tout le parcours.

Ces difficultés d'animation qui durent maintenant depuis quelques mois, sinon plus, ont assez duré.

Une manifestation, un rassemblement doit se passer dans la convivialité, la bonne humeur et sans contrainte. C'est pour cela que nous avons commandé une autre sono qui, nous l'espérons, répondra à nos attentes.

Nous vous prions de bien vouloir nous excuser pour ces désagréments.

Nous profitons de cet article pour vous informer de certaines préoccupations, interrogations de camarades sur les modalités, les parcours, les formes d'actions lors des dernières journées interprofessionnelles. Certaines propositions nous ont été faites comme bloquer les ronds-points, les ponts, des opérations escargot, etc... Pourquoi pas !

Cependant, nous sommes face à une problématique collective : on change pourquoi ? Avec qui ? Comment ? Et dans quel but ? La discussion est ouverte. Pour autant cette réflexion n'appartient pas exclusivement à la Commission Exécutive de l'UD et encore moins au secrétaire général. Les syndicats, les syndiqués doivent en discuter, être acteurs de leur mouvement. Il nous faut des manifestations vivantes avec des porte-voix, des slogans, des chansons et aussi drapeaux et banderoles. Beaucoup trop de syndicats n'apportent pas ou peu de matériel.

Nous sommes ouverts à vos propositions que nous étudierons avec attention.

SEANCE PLENIERE DU 12 OCTOBRE 2015 AU CESER
POINT D'ACTUALITE
Intervention du Groupe CGT - Florie GAETA

Mr le Président,
Mr le Vice Président du conseil régional,
Mr le rapporteur,
Mesdames et messieurs les conseillers,

Le rapport de la section prospective traduit malheureusement ce que nous ne cessons de dénoncer à la Cgt depuis une très longue période.

Des politiques conduites au nom de la recherche de gains de productivité et de la performance économique, qui génèrent une augmentation constante du chômage, de la précarité du travail et de la vie de milliers de salariés de notre Région.

Les faits sont les faits, malgré tous les discours officiels sur la promotion de l'emploi et de l'employabilité, la misère se développe et l'approche de l'hiver au regard du bilan des victimes, de sans-abri durant l'hiver dernier, devrait inciter les décideurs au plan politique et économique, à réviser leurs politiques faute de quoi nous allons assister à de plus en plus d'explosions sociales.

Le rapport atteste de l'inefficacité des politiques publiques mises en place depuis le début des années 80. On tente de nous faire croire que le mal-être général issu de la course à la productivité et aux politiques austéritaires ne serait que passager, or, l'austérité relève d'une idéologie au service d'un système économique à bout de souffle.

Si le rapport n'aborde pas ce qui arrive pour la période qui s'ouvre pour notre région, le groupe Cgt ne peut passer sous silence les restructurations annoncées avec leurs cortèges de licenciements qui vont amplifier la dégradation du niveau social de milliers de familles.

De nouveaux plans de réductions d'effectifs salariés, d'abandons industriels sont annoncés, avec des milliers de savoirs et savoir-faire de femmes et d'hommes, sacrifiés sur l'autel des profits chez Germanaud à Blois, chez Procter et Gamble, chez Blanvilain à Monts près Chambord, chez Faurécia à Theillay, Philipps à Lamotte Beuvron (41), Futurol à Thimert (28), à F2R à Chateauroux, à SNWM et LISI automotile à St Florent et chez Deshoulières à Foecy (18). Plus de 600 établissements sont sur la sellette dans le Loiret, de nouveaux services de l'Etat sont touchés par les réorganisations de services, comme dans la défense à la DGATT à Bourges après la casse de la base de Châteaudun, et la réorganisation des collectivités territo-

riales prépare un véritable séisme pour les salariés et la population en termes d'accès au service public.

En fait nous vivons la traduction concrète dans la vie, de ce que les gouvernements de la France, englués dans cette construction Européenne contraire à l'intérêt général et ceux qui forment le noyau dur de cette construction politique, veulent imposer comme modèle unique de société.

Des économies sous le contrôle de la main invisible du marché et des grandes puissances financières, en total opposition à l'intérêt général.

C'est bien cette logique économique désastreuse et inefficace pour les citoyens, qui condamne la jeunesse à la misère, au chômage, à l'exclusion, à la pauvreté, à une dégradation constante et exponentielle des conditions de travail non sans conséquences physiques et morales sur les salariés et leurs proches.

Alors que l'on voudrait nous convaincre que les Etats Unis auraient vu leur « niveau d'activité croître », que l'Allemagne serait un modèle à suivre, nous interrogeons cette assemblée :

Mais à quel prix pour les salariés, les retraités, les femmes... ?

Prenons-nous la mesure des conséquences pour notre activité économique de l'effondrement de l'économie virtuelle des Etats Unis qui nous guette ?

Aux Etats-Unis il n'existe pas de droit du travail, pas de congés payés, pas de politique familiale, pas de sécurité sociale, le contrat commercial en lieu et place du contrat de travail pour les salariés. En Allemagne la pauvreté est massive, la majorité des femmes sont exclues de leur droit au travail, veut-on de ces soi-disant modèles ?

La réponse est pour nous à la Cgt un NON sans aucune ambiguïté.

Il est fait état d'une diminution de la pression fiscale ;

Pour les exilés fiscaux c'est certain, pour une tranche de contribuables à la veille d'échéances électorales l'imposition a légèrement baissé mais demeure cette fiscalité indirecte profondément injuste pour les plus modestes, des impôts locaux en très forte augmentation.

Les raisons, nous les connaissons, il faut faire payer les plus nombreux, ceux qui ont le moins de revenus et elles sont la conséquence directe des baisses des

dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

En fait le produit de la fiscalité au niveau de la société ne diminue pas, c'est son affectation qui se modifie pour rémunérer de plus en plus la propriété privée à but lucratif, au détriment de la réponse aux besoins du plus grand nombre.

Aujourd'hui les promoteurs de la pensée capitaliste voudraient encore nous faire croire que le problème de la crise ne pourra se régler qu'en détruisant les droits et acquis du salariat (casse du code du travail, de la sécurité sociale, des retraites, des droits au chômage, destruction des services publics etc...).

Après plus de trente ans de cure d'amaigrissement pour les salariés et le peuple, ces recettes ne font que mettre en exergue l'urgence de sortir de ces logiques économiques calamiteuses et d'édifier un autre système au service de l'intérêt général et non plus d'une caste de privilégiés.

Concernant les remarques contenues dans ce rapport sur le PIB, la CGT se satisfait du travail de la section sur cette question. Il nous paraît évident que la richesse d'un pays ne peut se résumer à sa production de valeur ajoutée. La mesure actuelle du PIB n'est qu'une méthode de mesure par excellence du système économique enfermé dans le libéralisme pour justifier toutes les mesures qui accentuent la course à la productivité contre l'humain, l'environnement et la nature.

A ce stade il est pour le groupe Cgt urgent de dresser un bilan clair et objectif, des conséquences économiques et sociales qu'entraînent l'exclusion, la précarité, la pauvreté, les inégalités... La mesure de la richesse d'un pays doit prendre en compte le bien-être de sa population.

Sur la dette, elle ne faiblit pas, malgré les mesures draconiennes imposées par le pouvoir supra-national qu'est la Commission européenne. Le déficit de l'Etat a baissé, avec pour résultat le transfert de ce déficit

vers les collectivités territoriales, qui n'ont plus les moyens d'investir pour les citoyens. L'opération se traduit aussi par l'asphyxie de tout le secteur associatif, héritier du désengagement constant de l'Etat.

Poursuivre dans cette voie dans le pays, en déclinant ces politiques de réduction des dépenses publiques au plan des collectivités locales et en acceptant au nom du libre marché la loi du renard dans le poulailler, condamnera la Nation et donc de fait notre Région à son déclin.

L'illégitimité de la dette publique est avérée maintenant, bien au-delà de la seule analyse de la Cgt, là encore, nous y revenons. Il faut en finir avec cet étrangement des banques et marchés financiers qui nous rançonnent grâce à une réglementation contraire aux intérêts des peuples intégrés dans l'UE.

Pour conclure cette contribution nous ne pouvons passer sous silence le terrible drame auquel nous assistons depuis des mois qui a fait plus de 2500 victimes liées, aux migrations de populations qui fuient la guerre, la famine et les pandémies.

La CGT qui se bat pour le progrès social, la démocratie pour défendre les droits et libertés, la paix dans le monde tout en militant pour l'édification d'un autre système économique, va poursuivre ses efforts après le 8 octobre pour populariser ses revendications et ses propositions.

Disponible pour agir et construire avec toutes les forces qui entendent agir et contribuer à l'intérêt général, la Cgt se tient à votre disposition pour débattre de ses propositions.

La période dans laquelle nous sommes placés invite au débat, à la confrontation des idées. La Cgt prendra part aux débats qui vont s'ouvrir et ne manquera pas de vous informer de ce qu'elle propose pour dynamiser l'activité Régionale.

LSR 18 propose ...

.... à la place de la Croisière en Méditerranée, annulée faute d'inscriptions suffisantes, **UN GRAND TOUR D'AUTRICHE** en autocar (9 Jours/8 nuits) **du 9 au 17 JUIN 2016.**



Tarifs (tout inclus) : Adhérent = 1.300 € - Non Adhérent = 1.324€
Il est prévu un échancier des règlements (7 versements).

Pour toute information, contactez Josiane FOURNIER au 02.48.65.71.20